

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

mars 2012

globule rouge
INFO

POUR UNE SANTÉ ET UNE PROTECTION SOCIALE SOLIDAIRES !

À l'initiative du Front de Gauche, il s'est tenu à Brive, ce 31 mars, un Forum national *Santé et Protection sociale*. Ce fut un moment privilégié, dans cette « Terre de Gauche », pour renforcer toute la légitimité des propositions du programme *L'humain d'abord*.

Prenant appui sur la situation concrète d'un territoire traversé par les inégalités de santé, nous avons dénoncé toute la nuisance des ARS...

Venus des départements et régions ruraux

comme des quartiers urbains populaires, ils ont dénoncé les inégalités de santé territoriales : désertification médicale, pénurie de médecins aggravée pour les soins de premier recours handicapent une population particulièrement âgée. Pour y remédier, et faciliter l'installation des jeunes médecins, l'assemblée de Brive a insisté sur la nécessaire promotion de centres de santé qui favorise une médecine de qualité, un exercice de groupes et des missions de santé publique.

Le maillage du territoire associant les acteurs de soins libéraux, salariés et/ou hospitaliers doit être conforté par une prise en charge d'un développement

ment harmonieux en matière d'emploi, de logements, transports, écoles...

Le Front de gauche fait de la restauration de la démocratie sanitaire au plus près des territoires, un des actes fondateurs de sa politique de santé, associant la population, ses représentants et les acteurs de santé, a contrario du simulacre instauré par l'ARS. C'est pourquoi nous demanderons l'abrogation de la loi HPST (Hôpital, patient, santé, territoire) comme la T2A (Tarification à l'activité)...

Dans ce domaine de la santé, comme dans d'autres, l'intervention dans les urnes ne saurait suffire, nous appelons à la lutte unie des salariés, des usagers et des élus...

APPEL DE BRIVE

FRONT
DE GAUCHE

Le forum de Brive a conforté les propositions du Front de Gauche *Pour une santé et une protection solidaires* qui tourne le dos à une politique de rigueur : la santé, un droit constitutionnel, notre bien commun, a besoin de démocratie et d'intervention de toutes et tous...

Partout, dans toutes les régions, nous voulons multiplier les échanges, pour mettre en commun nos luttes, nos succès, nos propositions.

Construisons ensemble par notre intervention le système de santé dont nous avons besoin.

Reprenons le pouvoir pour une protection sociale solidaire !

la
commission

Santé
protection
sociale

se réunira

le 4 avril
au matin

merci de confirmer
la participation

Le texte intégral est à l'adresse :
<http://www.placeaurope2012.fr/appelebrive/>
et sur le site <http://sante.pcf.fr>

DON DE SANG

Souvent, dans les débats, viennent, « démocratie participative », ou la « place des usagers ». Dans mon domaine militant associatif, « le don de sang », nous pouvons témoigner d'une expérience.

Après des décennies de pratique de complémentarité avec les professionnels de la transfusion, la loi de juillet 98 créant l'EFS (Établissement français du sang) a codifié la représentation des donneurs de sang à tous les niveaux. Ils sont représentés jusqu'au plus haut, le CA national ou deux donneurs participent AVEC droit de vote.

En novembre 2011, notre système transfusionnel a subi une attaque sans précédent des autorités sanitaires et du ministère de la Santé pour imposer la four-

SE FAIRE ENTENDRE

niture du « plasma thérapeutique » (380 000 poches transfusées en 2011) de la multinationale Octapharma au détriment du service public, l'EFS.

Nous avons fait échouer le projet... et les « autorités » se sont vengé en évinçant la directrice régionale de l'EFS/Rhône-Alpes soupçonnée de nous avoir informés. Mais les démarches innombrables que nous avons entrepris au CA, auprès des préfetures, de tous les députés et sénateurs, conseil régional, ministère de la Santé, Premier ministre, président de la République ont secoué le ministre de la Santé : il ne renouvelera pas, au 28 avril, le mandat du Pr Tobelem, président de l'EFS, ancien responsable de la commission Santé du RPR. Viré 28 jours après qu'il ait viré la directrice RA ! Nous ne le pleurerons pas.

Jean-Pierre Basset

BUREAU
DE PRESSE
DU PCF

communiqués

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

appelle les professionnels de santé à une chaîne de solidarité avec leurs homologues grecs

La situation de la santé en Grèce ne cesse de se dégrader. Sous la pression de la Troïka (Commission européenne, BCE, et FMI), le gouvernement grec est en train de réduire de 133 à 83 le nombre d'hôpitaux du pays. De même, 300 des 2000 cliniques locales sont en cours de fermeture. Le nombre de lits doit être limité à 30 000, soit 80% des besoins officiellement estimés. Tout cela est imposé « sans aucune étude évaluant les conséquences possibles de telles mesures », s'indigne MSF-Grèce. Leurs établissements d'urgence doivent multiplier les secours humanitaires, notamment pour les plus vulnérables, les chômeurs et les personnes âgées qui ne bénéficient plus de couverture sociale. À cela s'ajoute une augmentation de 17% à 25% du taux de suicides, une hausse de la consommation de drogue, un développement de la prostitution, un accroissement des infections au virus VIH... selon une étude récente de l'université de Cambridge.

Dans le même temps, les firmes pharmaceutiques étrangères ont interrompu les livraisons de certains médicaments (notamment les anti-cancéreux) : les hôpitaux publics, qui ont accumulé les impayés faute de crédits, ne sont plus à même de régler les factures. Même le matériel médical de base, ainsi que le sang pour les transfusions, viennent à manquer. Et que dire de l'exigence de l'Union européenne de généraliser la taxe de 5 euros pour chaque visite à l'hôpital ou la contribution des assurés sociaux de 20 à 25% du coût des ordonnances... venant aggraver le coût croissant d'accès au système public de soins.

Ce qui a lieu en Grèce montre ce qui peut se passer en cas de coupes budgétaires importantes dans le domaine de la santé dans n'importe quel pays européen soumis au dictat des banques, de la BCE et des Agences de notation.

Il nous faut dire NON à cette Europe, pour la santé des Grecs comme pour la nôtre en France, en soutenant au premier tour de la présidentielle le seul candidat qui s'oppose à une telle politique européenne, qui rejette la loi HPST, les ARS comme la T2A... Jean-Luc Mélenchon, pour le Front de Gauche.

MÉDECINE DU TRAVAIL

MISE À MORT PROGRAMMÉE ?

La mise à mort de la médecine du travail est programmée depuis 30 ans déjà par le CISME (branche du MEDEF pour les services de santé au travail interentreprises). Le nombre de médecins du travail formés (110 par an environ) ne suffit pas à remplacer ceux qui partent à la retraite. Dans 10 ans, 1 médecin sur 2 aura disparu sans être remplacé. Même un certain nombre de postes d'enseignants de pathologie professionnelle sont supprimés quand les titulaires partent à la retraite, réduisant ainsi la capacité de former de nouveaux professionnels. C'est donc un métier en voie d'extinction.

Cette situation est vécue douloureusement par les médecins du travail qui voient leur savoir-faire remis en cause, mais surtout, ce qui devrait être la raison d'être des médecins du travail est détruit : la surveillance médicale des salariés est réduite à une peau de chagrin et la mise en lumière du lien des pathologies avec le travail ne peut plus se faire.

L'invisibilité des effets du travail sur la santé est organisée patiemment. Pour les agents chimiques dangereux par exemple, les employeurs devaient jusqu'à présent établir la liste des salariés exposés à ces produits ; cette obligation disparaît, il ne reste que la fiche individuelle d'exposition ; on passe d'une notion collective d'exposition à une notion individuelle qui permet mal de rendre visible l'importance du problème.

La santé au travail nécessite d'être mise au service des travailleurs et pour cela elle doit faire l'objet d'une profonde réorganisation où les salariés doivent s'impliquer.

Dr Nadine Khayi

APPEL DES SYNDICALISTES

ET DE 1000 !

Notre appel de syndicalistes en faveur du front de gauche a franchi aujourd'hui les 1000 signataires, et ce, en quelques jours seulement ! Dans la foulée du succès du rassemblement de la Bastille, où les syndicalistes étaient particulièrement présents, chaque heure qui passe voit des noms s'ajouter sur le blog. La diversité des organisations syndicales dans lesquelles sont engagés les signataires s'est élargie au fil du temps. Notre appel participe à l'élan constaté en faveur du Front de gauche. L'objectif du rassemblement incarné par le Front de gauche se propage, et devient une source d'inspiration pour les syndicalistes que nous sommes. La raison de notre engagement avec le Front de gauche est claire. Il faut enfin établir une véritable justice sociale, et pour cela s'attaquer aux marchés financiers et aux logiques capitalistes qui prévalent dans le fonctionnement des entreprises et qui font des ravages humains. Il faut aussi instaurer une véritable démocratie dans toutes les sphères de la société. Des institutions de la république, aux fonctionnements des entreprises ou il ne s'agit pas de donner aux salariés des strapontins dans les conseils d'administration des entreprises, mais des droits et des pouvoirs décisionnels. Les salariés sont les producteurs de richesses par leur travail, ils doivent être les artisans des décisions dans leur entreprise ! Ce rassemblement, qui prend de l'ampleur, a déjà réussi à démasquer l'extrême droite et à éloigner la peur d'un nouveau 21 avril. Les luttes sociales ont été un des ferments de

cette dynamique. Les revendications que nous avons portées pour une société solidaire (retraite à 60 ans à taux plein, une couverture médicale et sociale de haut niveau pour tous, des services publics de qualité partout...) sont reprises dans le programme du Front de gauche.

Fidèles au mot d'ordre porté dans les manifs, « ce n'est pas à nous de payer leur crise » et à notre combat commun pour lutter contre les inégalités, entre proposer un autre partage et une autre utilisation des richesses et rassurer la finance, pour nous, le choix est clair !

Nous pouvons ensemble changer la donne, entamer un processus qui aille vers une transformation sociale réelle de justice sociale et d'efficacité économique.

1000 signatures en 10 jours, c'est exceptionnel. À nous maintenant d'amplifier ce succès, en diffusant le plus largement possible cet appel, partout où nous le pouvons, dans les entreprises, les services, les ateliers, à nos contacts. Faisons le signer massivement pour, enfin, que se traduisent politiquement nos exigences sociales et démocratiques.

C'est aussi une bonne rampe de lancement pour la rencontre entre les syndicalistes et Jean-Luc Mélenchon, que nous souhaitons organiser.

Jean-Albert Guidou, Pascal Joly
Guy Trésallet, Reza Painchan

l'appel est à l'adresse :

petitionpublique.fr/PeticiaoVer.aspx?pi=P2012N21777

parole d'élu

la protection sociale solidaire



par **Pierre Trapier**
maire de Portes-les-Valences

Dans ma fonction de maire et l'exercice de mon métier d'assistant social à la Sécurité sociale, je mesure au quotidien combien la protection sociale occupe une place pleine et entière dans la conscience collective. Pourtant, interrogez vos amis et connaissances et vous constaterez qu'ils croient que la Sécurité sociale, c'est comme les impôts : il y en a toujours eu et il y en aura toujours, quelque chose d'éternel en somme.

Pourtant la Sécurité sociale a connu des périodes douloureuses, une gestation difficile et une existence mouvementée. Aujourd'hui, derrière le recul de la protection sociale, c'est le tissu social qui se défait et c'est en portant l'Humain d'abord qu'il convient de le tricoter à nouveau.

Dans la commune que j'administre, une rue porte le nom d'Ambroise Croizat et j'ai trouvé juste et nécessaire que les habitants de la commune puissent arpenter cette artère de la ville pour visiter l'histoire et le parcours du ministre communiste de cet homme résolument moderne. Ainsi, en consacrant deux pages à Ambroise Croizat dans le dernier journal municipal, j'ai tenu à ce que le citoyen se réapproprie les principes fondateurs de cette grande capacité ouvrière qui a émergé en France.

En faisant de la santé et de la protection sociale un enjeu politique de premier plan, le Front de Gauche porte de bout en bout le sujet comme une question populaire où le contrôle démocratique s'exercerait en permanence. Ainsi, les principes fondateurs que sont la solidarité, la sécurité, l'universalité, le partage des richesses, sont d'une activité brûlante et irrésistible. Aussi, pour la révolution citoyenne que nous appelons de nos vœux, il n'est pas inutile de rappeler que lorsque le 22 mai 1946, Ambroise Croizat fit voter par l'Assemblée constituante la loi sur l'organisation de la Sécurité sociale et son extension à l'ensemble de la population, il y fût aidé par un rapport de force favorable comme jamais à la classe ouvrière. La vérité, c'est que le patronat n'a jamais accepté la Sécurité sociale. Plus encore que le coût du système, c'est la notion même de « sécurité » pour les travailleurs, si elle s'accompagne de la liberté et de la démocratie, qui est philosophiquement et politiquement insupportable.

Les futures élections présidentielle puis législatives sont l'occasion de défendre ensemble, Front de gauche, élus, syndicalistes et citoyens, l'œuvre d'Ambroise Croizat et d'amplifier le combat en faveur d'une protection sociale solidaire.

LA FIÈVRE MONTE

QUEL AVENIR POUR LA PROTECTION SOCIALE ET SON FINANCEMENT

Tel était le thème du débat citoyen organisé par la section du PCF, membre du Front de gauche, à Gonfreville l'Orcher le jeudi 23 février, avec la participation de : Catherine Mills et de Jean-Paul Lecoq, député-maire.

Cette initiative – sur un des sujets d'actualité qui préoccupe les gens – a vu la participation d'une centaine de personnes, de nombreux visages que nous n'avons pas l'habitude de voir, des syndicalistes du milieu hospitalier, deux infirmiers et des représentants d'associations.

Après une introduction de Catherine Mills sur les dégâts de la politique menée depuis les trente dernières années, en particulier pendant le quinquennat Sarkozy, la parole fût donnée à la salle, deux heures de débats riches ont été abordés : le manque de moyens de l'hôpital public et ses conséquences sur les patients, le personnel soignant, le « déficit de la Sécu », les médica-

à Gonfreville l'Orcher

ments non-remboursés, les dépassements d'honoraires – les personnes de plus en plus nombreuses qui ne peuvent plus se soigner, la domination des laboratoires et de l'industrie pharmaceutique sur la santé...

Toutes ces questions et interrogations ont donné l'occasion à Catherine Mills et à Jean-Paul Lecoq de mettre en évidence les propositions contenues dans le programme partagé, *L'humain d'abord*, pour une réforme profonde de notre système de protection sociale – notamment le droit de la santé pour tous. L'écho reçu à ce débat, du point de vue des participants, a été très positif.



Georges Lhericel, membre du bureau de section

les cocos dans les collectifs locaux

PAYS HAUT (BASSIN DE LONGWY 54)

pour un hôpital de qualité et de proximité

Pendant des années, l'hôpital de Mont Saint-Martin a eu une activité importante, géré par une association (AHBL) à but non lucratif, dirigé par Conseil d'administration composé d'élus, de représentants des entreprises. En 2003, l'AHBL annonce un déficit important, des réductions d'activités et préconise des coopérations avec un hôpital belge, situé à 30 kms.

C'est alors, sous l'impulsion de 3 camarades, Frédéric Brigidi, à l'époque maire communiste, de MSM, Roger Corbellotti, maire communiste de Longlaville et Fernand Tibéri, militant PCF, que se crée, en 2003, le *Collectif pour un hôpital de qualité et de proximité*. Il regroupe des citoyens, des élus et quelques professionnels de santé.

De 2003 à 2009, ce collectif engage des actions de sensibilisations, des rencontres avec les usagers, des pétitions, en s'appuyant notamment sur la *Coordination nationale des hôpitaux de proximité*. Les démarches sont difficiles, car il faut convaincre militants syndicaux, personnels de l'hôpital et élus qui considèrent que l'hôpital peut être sauvé uniquement par le « tous ensemble » sans aborder les raisons qui motivent les décisions nationales visant à démanteler le système de santé français mis en place à la Libération.

En 2009, après plusieurs années de difficultés financières, la reprise par *Alpha santé* de l'hôpital, sous les conditions fixées par L'ARS, devait permettre le maintien de son l'activité. Depuis

plusieurs semaines, on nous refait le même chantage, les hôpitaux gérés par *Alpha santé* sont en déficit. La faute serait due à une mauvaise gestion !!! Cela contribue à alimenter la confusion et surtout à ne pas remettre en cause la loi Bachelot.

Nous assistons à des démarches d'élus (gauche et droite) et du syndicat FO pour que l'hôpital soit repris par SOS hôpital, avec un argument qui mobilise : « Ces décisions sont les moins mauvaises pour éviter la liquidation totale ». Le 16 mars, l'assemblée générale d'*Alpha santé* a validé la reprise par le groupe SOS.

Aucun des administrateurs et surtout des élus ne remettent en cause la loi Bachelot, ne proposent le gel des décisions. Tout est organisé en dehors des populations, l'information est véhiculée par la presse seulement.

L'accord pour ce reprenneur, validé sans garantie précise : tous les emplois seront t-ils maintenus ? La reprise par *Alpha santé* avait entraîné plus de 150 licenciements. Quelles activités seront pérennisées à MSM, le devenir des urgences, de la maternité ?

Le Collectif reste mobilisé pour un hôpital de qualité et de proximité. Il est intervenu au cours de l'assemblée citoyenne du front de gauche le 28 février. Il souhaite relancer son activité autour des propositions de santé du PCF et du Front de gauche, dans une activité électorale qui ne nous fait pas toute notre place.

Fernand Tibéri

animateur du *Collectif pour un hôpital de qualité et de proximité dans le pays haut*

UNE JOURNÉE EN VENDÉE

la Santé, notre bien commun

professionnels, usagers, syndicalistes, militants politiques, citoyens
on s'en est emparé ensemble le 27 février

La santé, la prévention, les soins, la protection sociale, autant de questions qui nous concernent au plus haut point. Elles sont au cœur de la campagne des présidentielle et législatives, et en Vendée tout particulièrement avec, dernièrement, l'assaut de l'Agence régionale de Santé contre les services d'urgence et SMUR des sites de Luçon et Montaigu, faisant partie du Centre hospitalier départemental !

Cela fait déjà dix ans que les partenariats imposés public-privé, comme à Fontenay le Comte et aux Sables d'Olonne, se sont mis en place au détriment de l'hôpital, offrant au privé lucratif les activités les plus rentables (nous avons eu la malchance d'expérimenter ces nouveautés sous l'impulsion de Benoît Péricard, directeur alors de l'Agence régionale de l'hospitalisation).

Nous avons tout connu en Vendée : les fusions à l'arrachée, sans concertation, sans évaluation des besoins, basées essentiellement sur des « économies à tout prix ». Aujourd'hui l'ARS, est, rappelons-le, le bras qui applique les politiques gouvernementales, conduisant à des dysfonctionnements, à une baisse de l'offre de soins, à un éloignement préjudiciable.

De même en Vendée, le renoncement aux soins est en train de s'installer dans toutes les catégories de la population. Pour mémoire, la Vendée a un niveau de salaires les plus bas de France.

À domicile, en milieu rural, les médecins manquent. Les personnes âgées et leurs familles ont toujours plus de difficultés à faire face aux frais soit d'intervention des services d'aide à domicile, soit d'entrée en structures (EHPAD, MARPA...). Les professionnels doivent toujours faire plus avec moins de moyens !

Le sort qui est réservé au service public de santé et de soins est le symbole même des politiques de renoncement, des politiques capitalistes, de droite comme de gauche, conduites ces dernières années.

Le Traité de Lisbonne est passé par là, entérinant la marchandisation de la santé, l'entrée de la concurrence libre et non faussée jusque dans les établissements de santé, son remplacement des services publics par des services d'intérêt économique général !

Nous avons estimé important que le Front de Gauche 85 invite les citoyens, les usagers, les syndicalistes, les Vendéennes et Vendéens à s'emparer de ces questions pour dire ce qu'ils attendent.



C'est sur cet impératif que nous avons organisé une journée consacrée aux questions de santé et protection sociale. Nous avons invité Jean-Luc Gibelin, en charge de ces questions dans la campagne de Jean-Luc Mélenchon, directeur adjoint d'hôpital universitaire, et membre du comité exécutif, responsable des questions de Santé et Protection sociale du PCF.

Notre idée était d'engager le débat avec des professionnels dans ce domaine, des usagers, mais également des syndicalistes, des citoyens, au plus près de leurs questions. Et c'est ce que nous avons fait, de 11 heures du matin à tard le soir. Cela a été une réussite et un moment important pour les militants d'approfondir ces questions dans le concret.

Une première rencontre, aux Sables d'Olonne, a rassemblé, avec le soutien des représentants départementaux de la *Coordination nationale de défense des hôpitaux et maternités de proximité*, une vingtaine de professionnels, citoyens, usagers, militants associatifs et syndicalistes. Les témoignages et questions ont montré un état des lieux critique concernant notamment le pôle santé public-privé aux Sables d'Olonne, où les professionnels soignants sont à bout de force, avec des heures supplémentaires au-delà du supportable, et en grande souffrance. Beaucoup d'échanges autour de la protection sociale et de l'impératif de solidarité (pour la maladie, mais aussi la perte d'autonomie), de l'exigence d'arrêt de la casse du service public, sur une autre démocratie dans les instances sanitaires et sociales, le retour à la retraite à 60 ans. Jean-Luc Gibelin a pu resituer les éléments de notre programme du Front de Gauche, tout en les précisant avec les propositions des uns et des autres.



UNE JOURNÉE EN VENDÉE

Une seconde rencontre a eu lieu avec les représentants départementaux syndicaux de la santé et du secteur social et médico-social, pour la CGT et Solidaires.

Le secteur psychiatrique a particulièrement été en question. Les professionnels et syndicalistes présents ont dénoncé l'effet de la loi HPST, qui dans sa logique de rentabilité, entraîne des réorganisations préjudiciables à la prise en charge des patients : fermeture d'hôpitaux de jour, destruction de la sectorisation, conditions de travail dégradées, perte du sens du soin, déqualification des personnels qui ne sont là que pour distribuer des médicaments, ouverture de centres de soins privés en psychiatrie, obligation d'emprunter à des taux élevés pour les établissements de santé... !

C'est aussi le cas dans le domaine des soins généraux, où la durée du temps de travail est dérèglementée (12 heures autorisées pour certains services), où on assiste à une augmentation du nombre de contractuels (800 sur 3 300 au CHD multisite).

Dans le secteur associatif, est pointée la désagrégation du code du travail et des conventions collectives, qui met en œuvre avant l'heure « l'accord de compétitivité », en passant des accords locaux avec les salariés. Ce qui a permis à Jean-Luc Gibelin de rappeler que lorsque cet accord porte sur les salaires, la durée de travail et l'organisation du travail, l'accord se substitue à la loi ! Il a ainsi reprécisé la nécessité d'exiger le respect des normes, de la loi, et c'est pourquoi le Front de Gauche défend « l'accord majoritaire obligatoire » dans les négociations syndicales nationales.

Une troisième rencontre a eu lieu avec l'Association de défense des services publics, du pays luçonnais, à l'origine d'une lutte importante contre la fusion du CHD multisite et la fermeture des services de chirurgie et maternité sur le site de Luçon. Aujourd'hui, ils se

battent pour garder le service d'urgences, le SMUR, et la chirurgie ambulatoire. Même si l'ARS a levé le pied pour l'instant, un sérieux doute subsiste sur une demande de cette dernière : engager une réflexion par rapport à un HéliSMUR et plus de mutualisation de moyens ! D'où l'urgence d'abroger la loi HPST, comme le demande le Front de Gauche.

Les représentants de l'association avaient une demande précise concernant les centres de santé (actuellement, en Vendée, face à la pénurie de médecins traitants, les collectivités s'activent pour créer des maisons médicales de santé, qui ne répondent pas aux besoins des populations en terme de service public) : Jean-Luc Gibelin a très précisément expliqué les différences fondamentales entre ces deux entités, donnant ainsi des éléments précieux pour la lutte que l'association conduit.

Un dernier point a été abordé concernant les services de soins infirmiers aux personnes âgées dépendantes (SSIADPA) : 2 services de ce type étaient gérés par le CHD, sur les sites de Luçon et Montaigu. L'ARS les confie désormais au secteur associatif (ADMR). C'est fait à Montaigu. À Luçon, les personnels sont opposés à ce transfert. La lutte commence.

Enfin, **une dernière rencontre** a eu lieu à Montaigu, sous forme de **débat public**. L'accent a été mis là sur les propositions du Front de Gauche, et sur le financement de ces propositions. Jean-Luc Gibelin a rappelé les principes d'un système de santé basé sur l'égalité, la gratuité, la proximité, la coopération, un système de santé universel, une protection sociale solidaire, la sécurité dans le sens de protection, la démocratie comme expression des besoins en interne et en externe, et sous contrôle.

Ces différents débats ont donné également l'opportunité de discussions sur l'importance de la complémentarité entre mouvement social, forces politiques du Front de gauche susceptibles de participer à un gouvernement sur les bases de notre programme Front de gauche. Cela peut fonctionner à condition que le mouvement social se développe avant et après les élections.

Marie-Françoise Micheneaud, PCF 85

La journée a été relayée par plusieurs médias, audio-visuels et écrits, avec des interviews de Jean-Luc Gibelin.

